

Nationalisme : du souverain désir au principe d'incertitude

Denis Monière, *Essai sur la conjoncture politique au Québec — Pour la suite de l'histoire*, Québec/Amérique, 1982.

Dominique Clift, *Le Déclin du nationalisme au Québec*, Libre Expression, 1981.

Réjean Beaudoin

Volume 25, Number 5 (149), October 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/30605ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beaudoin, R. (1983). Nationalisme : du souverain désir au principe d'incertitude / Denis Monière, *Essai sur la conjoncture politique au Québec — Pour la suite de l'histoire*, Québec/Amérique, 1982. / Dominique Clift, *Le Déclin du nationalisme au Québec*, Libre Expression, 1981. *Liberté*, 25(5), 135–145.

RÉJEAN BEAUDOIN

NATIONALISME: DU SOVERAIN DÉSIR AU PRINCIPE D'INCERTITUDE

Denis Monière, Essai sur la conjoncture politique au Québec — Pour la suite de l'histoire, Québec/Amérique, 1982.

Dominique Clift, Le Déclin du nationalisme au Québec, Libre Expression, 1981.

1. RECOMMENCER POUR COMMENCER

Dans un livre au titre symptomatiquement long et ampoulé, Denis Monière reprend à son compte, prétextant d'en faire l'histoire, la justification de nos prétentions constitutionnelles. La problématique du néo-nationalisme québécois, depuis la révolution tranquille, a consisté à faire de l'Etat provincial un instrument privilégié du développement collectif, choix qui implique l'aboutissement, tôt ou tard, de la souveraineté nationale. Il y a deux axes de réflexion qui se croisent dans ce schéma; d'une part, une critique du fédéralisme canadien et, d'autre part, un désir qui s'empare aussitôt de cette critique pour y projeter l'affirmation lyrique de l'être national en souffrance. Le premier versant de l'analyse est rigoureux, lucide, articulé. Il est dû, je suppose, à la plume du politologue. Le second terme en revanche me semble incantatoire, inchoatif et dissonant. Je l'attribue à la contamination du texte national.

Le Québec, écrit Denis Monière, a pris rang parmi les «sociétés capitalistes avancées». Il a besoin, pour cela, des pouvoirs entiers d'un Etat souverain

dont une partie lui échappera toujours en régime fédéral. La chanson est connue. C'est ici qu'il conviendrait de distinguer, me semble-t-il, entre État et État. Le nôtre, en partie vu de l'esprit et en partie préfiguré par un gouvernement provincial, sera un outil docile de la volonté populaire et le moteur suffisant de notre épanouissement national. Passe-t-on de l'idéal souhaité à l'examen de la réalité que l'on rencontre un tout autre visage de l'État: celui qui gîte à Ottawa, par exemple, n'est au service d'aucun peuple et sa formation relève, comme Denis Monière se fait fort de le montrer, de la stratégie économique d'une bourgeoisie qui ne s'encombra jamais d'autres intérêts que les siens propres. N'y a-t-il pas là quelque aveuglement quasi délibéré? Comment peut-on rêver d'un État qui servirait notre condition malheureuse et minoritaire tout en se voilant la face devant le cynisme des élites financières qui en sont toujours historiquement les premiers artisans? La logique d'une pensée qui se complaît dans la dénonciation virulente du capital, tout en proclamant du même souffle la modernité exemplaire d'un Québec solidement engagé sur la voie post-industrielle, n'est-elle pas vouée au radotage et à l'échec? Après avoir célébré abondamment la religion et la culture, nous consommons cette fois le symbole du politique: l'État dans toute sa gloire, avec un peu de retard sans doute, mais qu'à cela ne tienne, nous en avons profité pour le revoir et le corriger à notre image et à notre ressemblance. Il s'agira d'un «bon» État, sans bourgeoisie, sans guerre et sans malice, un État qui naîtrait pour ainsi dire d'une «Entente d'égal à égal». En réalité, nous sommes là dans l'ordre du souverain désir et l'État dont nous rêvons, c'est un mirage de celui que nous avons déjà. Car c'est d'une province, en clair, que nous parlons. Et tout le reste est littérature ou débat référendaire.

2. LA STRATÉGIE DES SONDEURS D'OPINION

Nous surestimons donc la composante politique

de la question. Et Denis Monière, qui tient à ses lecteurs, le tout premier. Il néglige le fait que la structure politique, pour importante qu'elle soit, n'en est pas moins subordonnée à la série des agents socio-économiques. Ou plutôt, il souligne et explique fort bien cette subordination lorsqu'il analyse la réalité canadienne, mais il l'oublie et la néglige dès qu'il cesse de parler en politicologue pour parler en militant. Lorsqu'il se penche sur les raisons de la défaite du oui au référendum, Denis Monière se contente de l'attribuer à l'effet de propagande créé par les millions injectés depuis Ottawa en violation flagrante des règles du jeu démocratique loyalement édictées à Québec. C'est faire l'économie de la critique d'une stratégie péquiste qui ne pécha pas précisément par excès d'audace. Le peuple est moins bête qu'on le croit chez les poseurs de devinettes. On lui demandait en somme de se décider entre un Etat provincial et un Etat tout court, sans assortiment conceptuel étalé entre la souveraineté politique et l'association économique, un Etat tout bêtement déjà là et pas lésineux sur la rhétorique, toute feuille d'érable dehors et les Rocheuses en prime pour les amateurs de panoramas.

Entre nous, il aurait été bien bête de dire oui à la chinoiserie qu'on lui proposait benoîtement. Le peuple a le nez plus délicat que ça. Il a tout de suite flairé la finasserie dans cette histoire à double volet qu'on aurait réalisée par étapes. J'en sais de beaucoup moins dégourdis qui auraient immédiatement débusqué pareille ruse d'écoliers. Il était évident au regard le moins averti qu'on espérait l'entraîner, comme un quelconque électeur, par un détour, là où l'on n'avait pas le courage de le conduire directement. La souveraineté ne peut pas se trafiquer en langage chiffré, avec un code inventé par les sondeurs d'opinion pour berner les acheteurs de boissons douces. Le label du oui référendaire n'était qu'une mauvaise marque de savon, mais nous savons que les piètres détersifs peuvent faire de passables téléromans. De même les faux indépendantistes arrivent à faire, dit-on, de bons gouvernements.

3. OÙ LA CRITIQUE S'AIGUISE, L'IDÉAL S'ÉMOUSSE

Selon Denis Monière, la révolution tranquille a dénoué l'impasse et l'impuissance du nationalisme traditionnel, elle a rompu le cercle vicieux de la dépendance et débloqué la résistance figée de la structure politique canadienne en réintroduisant dans un fédéralisme pétrifié le goût et le besoin du changement. Une telle interprétation de la révolution tranquille sert souvent de nouveau souffle au dynamisme d'un soi-disant néo-nationalisme qui s'empresse un peu légèrement de prendre un happening pour une révolution. C'est ainsi que la vieille confusion du culturel et du national perce à travers cette analyse qui veut faire de la décennie glorieuse de 1960 l'An I de l'Indépendance. Cette erreur est d'ailleurs passée dans le langage avec cette expression de «Révolution tranquille» qui désigne tout au plus une crise de rattrapage accéléré. L'impatience militante qui vit de mots en attendant l'action a fait le reste. C'est le syndrome de l'apprenti-sorcier au seuil de l'initiation. Encore un peu et le référendum de mai 1980 deviendra l'aube de la liberté dans les manuels d'histoire qui s'écriront, tant la hantise du grand événement que nous n'avons pas su faire advenir le crée rétroactivement dans le feu d'une généreuse inspiration. «Ton histoire est une épopée...»

La révolution tranquille a vu l'Etat provincial se substituer rapidement à l'Eglise dans la double tâche d'encadrement et d'équilibre qui reste la politique inchangée de la société québécoise. La montée d'une nouvelle idéologie politique, l'indépendantisme, qui coiffe un certain nombre de transformations spectaculaires, fait écran à une volonté plus ancienne de n'assurer le présent que pour conserver le passé. Le capitalisme d'Etat et la social-démocratie qui inspirèrent plusieurs nuances de néo-nationalisme, jusqu'à la souveraineté culturelle (de pigmentation libérale), tout cela n'est que continuité profonde des plus anciennes priorités culturelles et sociales contre d'éventuelles ruptures économiques et politiques.

La théorie qui veut que la révolution tranquille ait opéré le relais de l'Etat et de la nation ne résiste pas à l'analyse. Passé le champ du combat linguistique qui aura été son premier et son dernier élément de mobilisation, l'idéologie néo-nationaliste n'arrive pas à articuler les raisons de la nécessité du pouvoir de l'Etat. Et la nation refuse de suivre les arguties données en guise de justification d'une telle nécessité.

4. LE SILENCE ET LA VOIX

Dominique Clift dans *Le Déclin du nationalisme au Québec* affirme, après tant d'autres, que l'idéologie souverainiste du Parti québécois repose sur l'intérêt des groupes qui ont accédé à la mobilité sociale par la création de la bureaucratie de l'Etat provincial au temps de la révolution tranquille. Or, poursuit Dominique Clift, le souverainisme favorisait la construction d'un capitalisme d'Etat dont la vocation essentiellement transitoire ne saurait survivre à la crise économique qui jouera désormais dans le sens de l'intégration du Québec à l'espace nord-américain. En somme, les classes moyennes promues par l'étatisation de la santé, de l'éducation, de l'électricité, ont adopté l'option indépendantiste qui consacrait la séparation traditionnelle du Québec et de l'espace nord-américain, aussi longtemps que les structures des grands appareils issus de la révolution tranquille ont pu offrir des débouchés correspondant à leurs intérêts. Du coup se préparait l'insertion de l'économie québécoise dans celle du continent par le fait d'une relation mieux articulée entre les secteurs public et privé, ce qui constituerait la véritable nouveauté en territoire québécois. Voilà en gros l'argument du *Déclin du nationalisme*. Clift s'en tient à la définition suivante du nationalisme: «la politisation du sentiment national». Remarquons là-dessus que le discours nationaliste au Québec ne coïncide que très récemment avec des concepts politiques tels la souveraineté ou la réforme du fédéralisme. Ces concepts s'efforcent en outre de traduire la fuyante

spécificité de la société québécoise sous la forme juridique du langage de l'Etat. La nation quant à elle se tait dans l'espace d'une réserve qui refuse l'éventail des options parmi lesquelles la politique voudrait lui enjoindre de choisir. La solution ne peut donc pas venir des formules auxquelles la politique tend à réduire le silence de la nation. Contrairement à une opinion dominante (dont témoigne la définition de Dominique Clift), la nation répugne infiniment à s'exprimer dans le langage de la politique. Et le nationalisme québécois présente la caractéristique importante, exception faite de ses manifestations les plus récentes (qui retiennent exclusivement l'attention des analystes), d'avoir évité le plus possible de politiser son discours. On peut même y voir une clef de son emprise durable sur la nation de 1850 à 1960.

Qu'est-ce à dire, sinon que le nationalisme est la moins politisable de toutes les idéologies? Aussi le titre de Dominique Clift s'explique-t-il suffisamment par la définition qu'il donne du nationalisme. Le nationalisme politisé est frappé de stérilité à brève échéance. C'est en quelque sorte le degré zéro de la politique. Le silence de la voix nationale se projette en écho dans la métaphysique ou la poésie. L'éloquence parlementaire la discrédite à coup sûr. Et la harangue électorale l'ensevelit allègrement.

5. PENSER L'IMPENSABLE

Nous oscillons d'une extrême à l'autre, nous passons de l'attente transie à l'affaissement de la désillusion et du mépris de la politique au culte de l'Etat. Pour tout dire, nous ne supportons pas l'égalité du sens commun. L'épuisement où nous laissent ces creux et ces cimes a cependant quelque chose de malséant et de honteux. Mais ce sentiment d'échec constitue lui-même la donnée principale de la question que nous nous contentons d'éluder de la sorte. Nous passons rapidement à la solution. Une nouvelle réponse nous entraîne. Et nous voilà repartis, oublieux de la question. Avons-nous jamais

aperçu cette constante de la fameuse problématique, depuis le tout commencement, je veux dire cette précipitation commune vers la certitude, cette impatience de chasser et de faire taire l'inquiétude? Je hasarde l'hypothèse suivante dont l'énoncé est certes désagréable: nous n'avons jamais envisagé sérieusement la perspective d'une assimilation volontaire aux forces dominantes du monde et du continent. Jamais, si ce n'est peut-être quelques années après 1840 et la considération en fut vite réprimée par la béate assurance de notre survivance «sous l'œil de Dieu» et la garantie de «nos droits».

La nation n'est pas du côté des choses qui existent objectivement. C'est dans la hantise que nous en avons qu'elle puise l'intégrité qui manque à notre existence entravée. On ne la rencontre jamais sur la rue. Le paysage et les lois ne la peuvent contenir et les modes de production sont muets sur son compte. Les stratégies politiques qui prétendent recevoir d'elle leur inspiration et leurs objectifs ne font que substituer des slogans creux et des assurances naïves à la profondeur de son retrait. Le nationalisme concerne le grand mutisme de notre précarité. Approcher cette idée, c'est commencer par affronter le vide et la gravité de son interpellation. Tout ce qui nous invite à tourner la difficulté ne fait qu'accroître la déroute qui nous immobilise. Il n'est pas même question ici de choix. Le découpage de la réalité en options ne saurait concerner la pensée qui nous occupe. Mesurer l'horreur de la menace ou être anéanti par elle ne sont qu'une seule et même chose dans la situation dont nous parlons. Le choix des moyens est complètement indifférent. La récurrence obsessionnelle de l'idée nationale ne doit sa continuité qu'au fait avéré de l'inactualité de tout choix: l'être ne se proclame ni ne se décrète. Plus nous agissons nos devises et nos drapeaux, plus l'envergure du défi qui nous confronte continue de s'étendre dans l'ombre de notre agitation. Le nationalisme nous sert donc à ignorer l'énormité du péril quand il faudrait n'en pas détourner le regard un instant.

Je reprends à cet égard les propos de Milan Kundera sur la nation tchèque dans un discours intitulé: «Culture et existence nationale» (*Les Temps modernes*, 1967, p. 1807-1815). L'auteur remarque une différence fondamentale entre le sentiment national d'un peuple menacé et le même sentiment chez un peuple dominant. Alors que ce dernier prend son être pour acquis, le tient pour naturel ou prédestiné, une communauté qui connaît l'expérience historique de la subordination à l'occupation ou au contrôle d'une puissance étrangère, une telle communauté commence par douter de son existence et la nation s'y éprouve par conséquent dans la découverte de sa non-évidence. Cette angoisse pose alors l'enjeu représenté par l'idée de la nation: c'est parce qu'elle pourrait ne (plus) pas être que la nation finit par s'imposer au choix d'une conscience confrontée à l'imminence de sa dissolution. Mais pour qu'un tel choix soit générateur de volonté et d'être, il faut qu'il passe d'abord par la considération délibérée (et sans en escamoter aucun élément) de la réalité qui s'ouvre dans l'occurrence d'une telle disparition.

C'est en raison de la non-évidence de l'être tchèque moderne que Hubert Gordon Schauer en 1866 lança à la jeune opinion publique tchèque — qui s'accommodait fort bien de son provincialisme — quelques questions scandaleuses: n'apporterions-nous pas davantage à l'humanité si nous unissions notre énergie spirituelle à celle d'un grand peuple au niveau culturel bien plus élevé que le nôtre? Vaut-il la peine de déployer tant d'efforts pour faire renaître une nation? Celle-ci a-t-elle vraiment une si grande valeur culturelle? Et cette valeur suffira-t-elle pour la prémunir à l'avenir contre une nouvelle perte de son identité nationale?

6. LA TENTATION DE S'AFFIRMER

Il y a quelque chose d'essentiel à appréhender dans l'impertinence d'une telle interrogation. Le point

capital, c'est qu'elle pose la nécessité, paradoxalement, d'un dépassement, d'un changement de niveau qui vise à réinscrire l'être dans la réalité de sa condition. C'est l'inquiétude exacerbée par la pression extérieure de la menace qui découvre d'emblée le sens de la réalité nationale et ce sens se donne en tant que nécessité de porter des valeurs spécifiques à la hauteur de l'expérience historique. Avant son retournement positif en idéal et en espoir collectifs, la négativité de la question désespérée est requise à la reconnaissance de la situation. La nation tchèque a dû sa renaissance moderne au choix mûrement délibéré de son élite intellectuelle qui a décidé la reconstruction de l'être national après avoir examiné « froidement » la perspective d'une assimilation. L'intégration et l'identité ne sont pas d'abord de pures conduites stratégiques: ce sont essentiellement des analyses, des lectures du monde. Schauer discute moins la valeur respective de deux propositions (séparation, union) qu'il n'en dégage en fait une troisième, commune aux deux autres érigées en opposition. Qu'elle veuille consentir à son absorption dans la germanité ou qu'elle s'attache plutôt à reconstituer son entité nationale, la Tchécoslovaquie, dans les deux cas, doit essentiellement participer aux valeurs et au destin de l'Europe. Voilà le défi qui se pose à elle dans le long terme et dans l'humanité. L'occupant, qu'il soit prussien ou soviétique, n'est lui-même qu'une donnée provisoire de ce défi. La reconstitution nationale signifie donc tout autre chose que le recours hâtif aux mythes du messie ou de l'Etat.

Cette leçon me paraît capitale. Elle touche au principe d'incertitude qui est à la base du nationalisme: la nation est un être d'intention qui surgit à proximité d'une espèce de mort dont la dramatisation psychologique ne doit pas empêcher la conscience de procéder, sous cet éclairage certainement crépusculaire, à l'inventaire lucide de la situation. Or c'est cette situation certes peu enviable qui contient les con-

ditions mêmes d'existence de la nation, pour peu que l'impatience et l'affolement ne forcent pas la pensée à recouvrir rapidement son insécurité d'une certitude aveugle.

Il importe de revoir dans cette optique les phases successives de nos grandes fièvres collectives d'auto-gratification et d'auto-flagellation, car c'est tout un. Il s'y joue invariablement le même passage prématuré du versant critique au versant lyrique ou de la lucidité tragique à l'optimisme hâtif, c'est-à-dire du doute vigilant à l'assoupissement crédule. Nous ne connaissons pour ainsi dire que deux régimes excessifs de la pensée et qui relèvent tous deux d'une sorte de seconde vue d'ordre prophétique: les douleurs fécondes de la fin des temps et l'exaltation béate de l'avènement prochain. Le plan d'une trajectoire préméditée ne nous a jamais effleuré l'esprit. Tel est notre refus mal assumé de nous en tenir à la détresse de notre condition.

Lorsqu'un Pierre Vallières écrivait qu'il ne serait pas étonné d'entendre prochainement, dans la bouche d'un de nos politiciens, une déclaration à peu près libellée comme suit: «La meilleure chose qu'on pourrait faire avec ce pays bilingue, multiculturel, divisé et ingouvernable, serait tout simplement de s'en défaire totalement», il croyait exprimer le plus noir pessimisme et récuser du même coup la veulerie politicienne. En fait, je crois qu'il faut renverser l'appréciation de Pierre Vallières et écrire au contraire que si quelqu'un avait le courage de poser l'hypothèse articulée d'une semblable entreprise de liquidation, il ferait franchir à un débat stérile des années-lumière de maturité.

7. L'URGENCE DE TRAHIR

De toutes les façons d'échapper à la stricte considération de la question que recèle notre angoisse, la dernière est certainement celle qui consiste à recourir à la courte évidence d'une Amérique devenue la négation de l'homme et le contraire de l'universel. A

supposer qu'un tel prophétisme soit dans le vrai, en quoi cela modifierait-il d'un centimètre notre position? On peut saluer ou déplorer le déferlement mondial de la vague qui menace de submerger la civilisation. Ces deux attitudes, qui se rencontrent fréquemment, ne font cependant que surseoir encore à la donnée fondamentale de notre insécurité qui trompe ainsi sa finitude propre avec une fin de l'histoire qui pourra être la convulsion grinçante ou le glorieux avènement. Notre politique la plus sûre est celle de l'incertitude au lieu de ces énormes vérités. L'incertitude est notre seule assurance parce qu'elle est pour ainsi dire le terrain de notre réflexion. La perte ou le salut de l'Amérique sont au contraire de trop prompts certitudes.

L'Amérique a mauvaise haleine et son lignage est impur. Elle pique tout droit dans les sens interdits et s'étourdit de mouvement. Nous sommes d'une autre Amérique, pensons-nous. Au fait, de quelle Amérique pouvons-nous être? Prétendrions-nous être d'une contre-Amérique? Il faudrait pour cela que l'Amérique soit le contraire de quelque chose. Or elle ne semble vouloir être le contraire de rien. Ce que l'Amérique ignore (et il faut admettre que son ignorance a parfois l'innocence de l'intégrité), elle ne le rejette pas. Elle l'adopterait plutôt pour l'assimiler avec la frénésie qu'elle met à l'apprendre. Nous rêvions de rentrer dans l'histoire: nous y sommes, à rebours de ce rêve même qui nous en interdisait l'entrée. Le principe d'incertitude dont j'ai parlé est aussi dans cette hésitation du dormeur qui mesure la fin de son rêve à la sonnerie du réveil. Va-t-il se réveiller ou se rendormir? Les créatures de la nuit décrivent celles du jour comme des monstres redoutables. La lucidité consisterait à penser la dépendance dans les termes de la souveraineté, alors que nous sommeillons depuis toujours à rêver l'indépendance dans ceux de l'aliénation. Vieille confusion romantique de la poésie et de la liberté. La hantise de l'éternité est une piètre protection contre les illusions du temps.